

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Maxime Boutkevitch, dans une interview avec la Deutsche Welle à Kyiv, 2016

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

UKRAINE

Liberté pour Maxime Boutkevitch!

Le célèbre militant des droits humains et journaliste ukrainien Maxime Boutkevitch a été capturé par l'armée russe avec d'autres soldats de son unité dans la région de Louhansk, entre le 21 et le 24 juin 2022. Une campagne internationale demande sa libération.

Le lieu où se trouve Maxime est inconnu et ni ses parents ni ses ami·es n'ont pu entrer en contact avec lui (situation au moment de la clôture de la rédaction de ce numéro d'Archipel). Peu après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, en mars 2022, Maxime s'était engagé comme volontaire dans les forces armées ukrainiennes, bien qu'il soit connu pour être un antimilitariste convaincu. Mais pour lui, il n'y avait pas d'autre solution à ce moment-là, car, selon ses propres mots, « nous voulons continuer à avoir la possibilité de mettre en œuvre les valeurs que nous défendons et qui nous distinguent de l'agresseur »¹.

Depuis sa capture, Maxime est calomnié par les médias d'État russe comme propagandiste du soi-disant « coup d'État fasciste de Maïdan »² et comme nazi. Celles et ceux qui connaissent Maxime personnellement ne peuvent que secouer la tête de dégoût face à cette campagne de désinformation visant à ouvrir la voie pour l'abattre. Depuis des années, nous coopérons avec Maxime pour

renforcer les initiatives les plus diverses de la société civile en Ukraine. Il était par exemple notre invité en Suisse le 29 juin 2014 à la conférence « L'Ukraine en transition – Que pouvons-nous faire pour renforcer la société civile? » à Berne. Nous connaissons Maxime comme un combattant engagé contre toutes les formes de discrimination. Il est cofondateur et coordinateur du No Borders Project, qui s'engage en faveur des réfugié·es de toutes origines et, depuis 2014, des personnes déplacées en Ukraine. Il est en outre membre fondateur du ZMINA Human Rights Center et de la radio libre Hromadske, où il a travaillé comme journaliste en 2013 et 2014. Il a travaillé comme correspondant à l'étranger pour plusieurs chaînes de télévision ukrainiennes et pour le BBC World Service. En outre, il a participé à l'organisation des Docudays UA, un festival international de films documentaires sur les droits humains qui se tient chaque année à Kyiv. Dans ce cadre, nous avons participé ensemble en 2016 à des débats publics sur la politique ukrainienne et

européenne en matière de réfugié·es après « l'été de la migration » de 2015.

Maxime s'est engagé de manière conséquente contre le racisme et l'utilisation du « hate speech » (discours haineux) dans les médias et le discours public. Cela lui a valu des agressions verbales et physiques de la part de néonazis ukrainiens. Ce seul fait montre à quel point l'accusation de la propagande russe selon laquelle Maxime est un nazi est totalement absurde.

Les parents de Maxime ont gardé le silence pendant plusieurs semaines pour ne pas le mettre en danger et ont espéré que leur fils donnerait signe de vie, sans succès. Finalement, les calomnies russes à l'encontre de Maxime leur sont devenues insupportables et ils ont décidé de s'adresser au grand public pour défendre leur fils. Depuis lors, la presse internationale parle de lui et une campagne pour la libération de Maxime est en cours³. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – la seule organisation qui pourrait avoir accès au prisonnier de guerre – a également été saisi. Mais cela peut prendre des mois, et tant qu'il n'y a pas de signe de vie de Maxime, nous crions au monde entier: libérez Maxime Boutkevitch!

Michael Rössler
FCE Suisse

1. Entretien avec Maxime Butkewitsch, Hromadske Radio, avril 2022.
2. Lecture officielle de la révolution de l'Euromaïdan par le gouvernement russe.
3. Le hashtag #FreeMaksymButkevych permet de trouver des informations et des messages de solidarité.

Qui suis-je pour...

En temps de guerre, on pose beaucoup de questions. «As-tu tué?» est sans doute la plus troublante de toutes. Elle pénètre au plus profond de l'être humain. Là où la conscience, l'éthique, la morale et la foi se frôlent. C'est une question qui parcourt un long chemin avant d'être exprimée. Les scrupules, la timidité, le respect et la peur sont autant d'obstacles qui s'opposent à elle. C'est au cours d'une longue conversation réfléchie, où la confiance est palpable, que cela peut arriver, qu'il est possible de la poser. «As-tu tué?».

Mon cœur battait jusqu'à la gorge à chaque fois que ces trois mots franchissaient mes lèvres. Et tandis que la question flottait dans l'espace, impossible à reprendre, j'envoyais derrière elle l'espoir: «S'il te plaît, dis non!» Et en même temps, j'avais l'impression de franchir une limite. «Qui suis-je, que...?».

Jamais, jamais aucun des soldats, des miliciens, des combattants n'a dit: «Oui». Pas une seule fois. Tous répondaient indirectement, par des histoires, de manière détournée. Le cinéaste israélien, qui était soldat de combat lors de l'invasion de Beyrouth en 1982, a dit: «Je me souviens avoir visé un appartement. Je crois que c'était la cuisine. Il y avait des silhouettes. Je ne sais pas si ma balle a touché quelqu'un là-bas. Peut-être, probablement». Des décennies s'étaient écoulées et il se souvenait très précisément de la scène, de l'instant.

Une réaction s'est répétée au fil des années, quelle que soit la région du monde où se déroulaient les interviews: «La première fois, c'est incroyablement difficile. Je ne peux pas en parler. Mais après – après, il n'y a plus d'inhibition. Ensuite, c'est très simple». Ainsi parlait la bouche. Et dans les yeux, il y avait une stupeur vide d'étonnement.

Si je veux décrire ces moments comme «sacrés», je ne le fais pas à la légère. Je les ai ressentis ainsi. L'homme en face de moi se révélait dans sa nudité existentielle, dans son trouble le plus profond, dans sa froide horreur de lui-même, dans son secret. Il n'y avait plus rien pour couvrir, relativiser, expliquer, demander de la compréhension. Pas de drame, peu d'émotion. Les mots avaient capturé la monstruosité. Après, il ne restait que le silence dans lequel ils s'enfonçaient. Et entre nous, l'abîme.

En moi aussi, il y avait le vide. Pas de pensées, pas de sentiments. Juste le regard dans l'abîme. Il n'y a pas de réconfort. Il n'y a pas de rapprochement.

Tu as tué. C'est arrivé. Et tu ne peux pas le défaire. On ne peut pas l'oublier. Tu ne peux pas l'oublier. Ce sera avec toi jusqu'à ta propre mort. Tout le reste de ta vie. Est-ce que ce sera plus facile parce que tu as cru et obéi à ton régime? Toujours croire, toujours obéir? Est-ce que cela aide de savoir que tu t'es défendu, que tu as défendu ta famille, que tu as défendu ton pays? Le fait que tu étais bien trop jeune pour faire la guerre te soulage-t-il?

J'ai souvent vu des soldats et des miliciens en groupe. Lors d'une campagne commune. Dans une sorte d'ivresse. S'encourageant mutuellement. De temps en temps, il était évident que les hommes étaient drogués. Les drogues engloutissent la peur et l'empathie. La morale et la conscience. Il est plus facile de tuer. Et de plus en plus souvent. On s'y torture sans scrupules. Une folie collective.

Plus tard, l'ivresse perd de son effet, une froide sobriété s'installe dans le cœur et la tête. Et une profonde solitude. Alors que le crime était encore célébré comme un acte héroïque au sein de la troupe, il est maintenant, après la guerre, un secret. Ou reste pour d'autres un pressentiment diffus avec lequel ils ne veulent pas entrer en contact. Encore ce gouffre qui sépare. Seul avec les souvenirs, l'horreur, le moment, l'acte – et les personnes tuées. L'un devient malade de l'âme, un autre renie, un troisième justifie, le suivant reste dans la violence, l'agression, le désespoir. Chacun est seul.

En Israël et en Palestine, il existe l'ONG Combatants for Peace. Des personnes qui ont tué s'y sont regroupées, entre autres. Un pilote de chasse israélien par exemple, un militant palestinien qui a commis des attentats. J'ai pu jeter un coup d'œil sur le processus qu'ils ont suivi, qu'ils suivent toujours. Honnêteté radicale: «J'ai tué». Reconnaissance profonde: «L'ennemi est mon prochain». Action radicale: «Nos expériences individuelles nous guident sur un chemin commun vers l'utopie. Vers la paix». Ce n'est pas un cadeau, c'est le travail le plus dur et une grande souffrance. Et peut-être quelque chose comme une libération.

Quelques années après la guerre de Bosnie, j'ai rencontré un vieil homme sur le marché de Belgrade. Un grand-père, son petit-fils à la main. Il s'agissait d'un professeur de philosophie qui travaillait avant et pendant la guerre dans le cercle proche du criminel de guerre Radovan Karadžić à Pale. Un intellectuel connu comme spécialiste de Hegel. Il a contribué à justifier et à légitimer philosophiquement la politique d'expulsion serbe. Il a utilisé son intelligence et son esprit pour jeter les bases

d'une tuerie de masse. Il était là, à acheter des légumes, des fruits, du poisson, comme un grand-père tout à fait normal. En toute tranquillité. De retour à la vie civilisée.

Jamais accusé, jamais condamné.

Ou Biljana Plavšić. Elle aussi est professeure, biologiste de formation. Elle aussi dans l'entourage de Karadžić, plus tard sa successeuse en tant que présidente de la République serbe de Bosnie. On n'a pas oublié comment elle nous a expliqué pourquoi les concitoyens musulmans ne méritaient pas de vivre librement et sur un pied d'égalité dans le pays. Pourquoi ils devaient être chassés et exterminés. Une déclaration qui lui est attribuée: «Les musulmans sont une erreur génétique dans le corps serbe». Du racisme à l'état pur. Et une haine déguisée. Je me souviens encore du froid qu'il faisait dans son bureau. En plein été. En 2003, Plavšić a été condamnée à La Haye comme criminelle de guerre.

Eux, tout en haut, dessinent le chemin à travers le champ de bataille. Une planification détaillée. Et souvent avec l'aval des hiérarchies de l'Église. Ils qualifient le meurtre de nécessaire, de juste, d'essentiel à la survie. Ils déclarent que les «autres» sont des ennemis, les dévalorisent, les traitent d'animaux. Des rats, des chiens. Ils déforment l'histoire pour en faire de l'agitation, de la propagande et des mensonges. Ils distillent le poison dans la société pendant des mois et des années. Ils portent des chemises blanches et ont les doigts manucurés. Pas de sang, pas de saleté. Et puis ils font défiler les soldats, des sujets dressés et médusés. Les bottes dans la boue, les mains sur l'arme, le crime devant eux.

Celles et ceux qui le voient, celles et ceux qui refusent d'applaudir, de taper du pied, deviennent des parias. Quasiment aucun pays européen n'a alors accordé la protection ou l'asile politique aux déserteurs serbes. J'ai rencontré certains d'entre eux sous des ponts et dans des salles d'attente de gares abandonnées en Hongrie. Crachés par leur patrie en guerre. Échoués au milieu de nulle part.

Je peux consulter mon agenda: cela fait trente ans. Trente ans?

Irene Meier

Paru dans *Neue Wege**

* Périodique suisse, numéro spécial de juin 2022



peinture rupestre, Patagonie, Argentine

Péril sur les forêts ukrainiennes

L'invasion russe de l'Ukraine a déclenché le plus grand conflit armé d'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale et a infligé des dommages catastrophiques à la plus grande nation du continent. Outre l'énorme bilan humain et économique de la guerre menée par Poutine, l'Ukraine est également confrontée à une crise écologique, les forêts du pays étant particulièrement menacées.

La menace la plus immédiate à laquelle sont confrontées les forêts ukrainiennes est constituée par les incendies de forêt. Entre le début de l'invasion russe, le 24 février, et la fin du mois de mai, plus de 160.000 hectares de forêt ukrainienne ont brûlé dans les régions touchées par les hostilités. Les combats se déroulant sur une ligne de front de plus de mille kilomètres et les forces russes cherchant délibérément à détruire la base de ressources naturelles et industrielles de l'Ukraine, cette sombre tendance semble devoir se poursuivre.

De graves problèmes se posent également dans les zones forestières libérées par l'armée ukrainienne. Fin mars et début avril, les troupes russes ont été contraintes de se retirer du nord de l'Ukraine, après leur défaite dans la bataille de Kiev. En se retirant, elles ont laissé derrière elles des milliers d'hectares de forêts minées. Il faudra probablement des décennies avant que ces zones puissent être entièrement déminées.

Dans ce contexte, d'autres menaces moins immédiates mais tout aussi graves pour les forêts ukrainiennes sont apparues au cours des derniers mois. La guerre a entraîné l'économie ukrainienne dans une chute libre, la Banque nationale d'Ukraine prévoyant une baisse du PIB d'au moins 33 %, voire beaucoup plus. Il est compréhensible que les autorités cherchent des mesures d'urgence pour compenser cet effondrement économique. L'augmentation de l'exploitation forestière est considérée comme une option potentiellement viable.

Le chef de l'Agence forestière nationale ukrainienne et le ministre de l'Environnement ont officiellement dévoilé des plans visant à augmenter le volume d'abattage. Ces efforts seront principalement axés sur l'exploitation forestière dans les montagnes et les zones humides difficiles d'accès. Cela pourrait conduire à la destruction des dernières forêts naturelles les plus précieuses d'Ukraine. Ces plans peuvent sembler farfelus, mais ils font partie de la vision du gouvernement pour la relance économique de l'Ukraine et ont même été présentés lors de la conférence sur la relance de l'Ukraine, début juillet dans la ville suisse de Lugano. Le gouvernement ukrainien prévoit également d'attirer des fonds étrangers pour des projets de développement forestier.

On pourrait affirmer que ces plans ne seront peut-être pas mis en œuvre. Toutefois, un certain nombre de mesures ont déjà été prises depuis le début des hostilités pour garantir une augmentation future des volumes d'abattage. En mars dernier, le parlement ukrainien a aboli un certain nombre de restrictions environnementales sur l'exploitation forestière dans le cadre de mesures de guerre visant apparemment à renforcer la capacité de défense du pays.

Les autorités ont également rendu plus difficile la participation de la société civile aux efforts visant à surveiller l'impact environnemental de l'exploitation forestière. L'accès à

des documents auparavant publics sur le déboisement a récemment été fermé ou restreint. Parallèlement, un certain nombre d'actes législatifs, visant à simplifier davantage l'abattage des forêts anciennes, sont en cours de préparation. Ces mesures ont entraîné une augmentation de 10 à 25 % des volumes d'abattage au cours des derniers mois dans les régions occidentales de l'Ukraine par rapport à la même période de 2021. Les activistes craignent que cette augmentation ne soit que le début.

Avant même l'invasion russe, les forêts naturelles de l'Ukraine se réduisaient et étaient remplacées par des plantations. Les conséquences environnementales, sociales et économiques de cette gestion forestière non durable sont potentiellement désastreuses et dépassent largement le cadre de l'Ukraine. Par exemple, l'UE a clairement exprimé l'objectif de conserver les Carpates, mais ces efforts seront vains si la partie ukrainienne des Carpates n'est pas également protégée.

Que faut-il faire pour sauver les forêts ukrainiennes? La solution la plus évidente est de mettre fin à la guerre le plus rapidement possible. Cela ne peut se faire qu'avec le soutien de la communauté internationale, qui doit imposer des sanctions plus sévères à la Russie et fournir à l'Ukraine suffisamment d'armes pour vaincre les envahisseurs de Poutine sur le champ de bataille. Tout ce qui n'est pas une victoire ukrainienne conduira à une paix de compromis qui ne fera que préparer le terrain pour une nouvelle guerre.

Il est clair que les mesures nécessaires pour gagner la guerre ne peuvent être prises du jour au lendemain. En attendant, il est vital pour les partenaires de l'Ukraine de créer des incitations à la préservation des forêts du pays. Les autorités ukrainiennes dépendent fortement de l'aide financière des partenaires du pays pour maintenir l'économie à flot. L'Ukraine a également reçu récemment le statut officiel de candidat à l'adhésion à l'UE, ce qui entraîne des obligations supplémentaires. Dans cette optique, la communauté internationale devrait chercher à intégrer des mesures de conservation, comme condition d'un soutien continu.

Cela serait tout à fait conforme à l'avenir européen pour lequel les Ukrainien-nes se battent. En juillet 2022, plus de 25 ONG européennes ont adressé aux dirigeants de l'UE

une liste de mesures spécifiques nécessaires à la protection des forêts ukrainiennes. Élaborée dans l'esprit du Green Deal européen, cette liste comprend des lois et autres mesures hautement prioritaires. Elle peut devenir une feuille de route pour les autorités ukrainiennes. L'Ukraine lutte actuellement pour sa survie, mais il est vital de s'assurer que l'héritage écologique unique du pays ne soit pas victime de l'invasion de Poutine. Le soutien européen peut contribuer à empêcher que cela ne se produise.

Yehor Hrynyk
Coordinateur du groupe ukrainien
de conservation de la nature

Bonne nouvelle!

L'objectif principal de Free Svydovets est de préserver l'environnement des activités humaines qui pourraient altérer l'écosystème unique du massif montagneux de Svydovets et de toute la région des Carpates.

Le mouvement défend la préservation de l'environnement et de l'agriculture paysanne traditionnelle des Carpates; une exploitation forestière contrôlée et rationnelle; le développement du tourisme durable (tourisme rural, écotourisme, tourisme gastronomique, ethnotourisme, etc.); le développement de l'artisanat traditionnel et de l'agriculture durable; la création de nouvelles réserves naturelles et l'extension des zones protégées existantes au massif Svydovets; la préservation de la biodiversité, des plantes et des animaux en voie de disparition dont l'habitat est le massif montagneux Svydovets et la protection de la source et du bassin naturel de la rivière Tisza.

Il s'oppose à l'urbanisation et au changement d'attribution des terres sur le territoire de la chaîne de Svydovets et à l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles, y compris les ressources forestières.

Le 19 juillet, les juges du tribunal administratif d'Oujhorod ont donné pleinement raison aux activistes de Free Svydovets, en annulant les décrets des administrations des districts de Khoust et de Kharkiv qui donnaient le feu vert pour commencer la méga-station de ski sur le massif.

A l'automne, après 5 ans de procès, la cour suprême ukrainienne avait renvoyé notre affaire au tribunal de première instance, et celui-ci vient de nous donner une nouvelle fois raison.

Nos opposant-es peuvent faire appel jusqu'au 29 août. En attendant, c'est une petite victoire de notre mouvement Free Svydovets, ce qui nous rassure en cette période difficile.

Nous tenons à vous remercier tous et toutes pour votre soutien international, de la part de toutes les activistes ukrainien-nes.

Free Svydovets*

* <<https://freesvydovets.org/fr/>>

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Le droit de résister: manifeste féministe

Depuis le 24 février, la guerre en Ukraine a fait l'objet de nombreuses déclarations, y compris au sein du mouvement féministe international. Pourtant, la voix collective des féministes ukrainiennes n'a pas été entendue jusqu'à présent. Dans un manifeste, elles appellent à défendre le droit des femmes* de résister à la guerre et de déterminer de manière autonome leur stratégie politique face au gouvernement ukrainien.

Nous, féministes d'Ukraine, appelons les féministes du monde entier à la solidarité avec le mouvement de résistance du peuple ukrainien contre la guerre impérialiste prédatrice déclenchée par la Fédération de Russie. Dans les récits de guerre, les femmes apparaissent souvent comme victimes. Pourtant les femmes jouent également un rôle clé dans les mouvements de résistance, tant sur la ligne de front que sur le front intérieur: de l'Algérie au Vietnam, de la Syrie à la Palestine, du Kurdistan à l'Ukraine.

(...) Nous considérons la solidarité féministe comme une pratique politique qui doit écouter les voix des personnes directement affectées par l'agression impérialiste. La solidarité féministe doit défendre leur droit à décider de manière autonome de leurs besoins, de leurs objectifs politiques et des stratégies pour les atteindre.

Les féministes ukrainiennes ont lutté contre les discriminations systémiques, le patriarcat, le racisme et l'exploitation capitaliste bien avant le moment présent. Nous avons mené, nous menons et nous continuerons à mener cette lutte en temps de guerre comme en temps de paix. Mais l'invasion russe nous oblige à concentrer nos forces sur la lutte de défense générale de la société ukrainienne: la lutte pour la survie, pour les droits et libertés élémentaires, pour l'autodétermination politique.

Nous appelons à une appréciation informée d'une situation spécifique au lieu d'une analyse géopolitique abstraite qui ignore le contexte historique, social et politique. Le pacifisme abstrait qui condamne toutes les parties prenant part à la guerre conduit à des solutions pratiques irresponsables. Nous insistons sur la différence essentielle entre la violence comme moyen de soumission et comme moyen légitime d'autodéfense.

L'agression russe met en péril les acquis des féministes ukrainiennes dans la lutte contre l'oppression politique et sociale. Dans les territoires occupés, l'armée russe utilise le viol de masse et d'autres formes de violence sexiste comme stratégie militaire. L'établissement du régime russe dans ces territoires fait peser la menace de criminalisation des personnes LGBTIQ+ et de décriminalisation de la violence domestique. Le problème

de la violence domestique s'aggrave dans toute l'Ukraine. La destruction massive des infrastructures civiles, les dégâts environnementaux, l'inflation, les pénuries et les déplacements de population mettent en danger la reproduction sociale.

La guerre intensifie la division genrée du travail, en reportant encore plus sur les femmes le travail de reproduction sociale dans des conditions particulièrement difficiles et précaires. La hausse du chômage et l'attaque des droits du travail par le gouvernement néolibéral exacerbent les problèmes sociaux. Fuyant la guerre, de nombreuses femmes sont contraintes de quitter le pays et se retrouvent en position vulnérable en raison des difficultés d'accès au logement, aux infrastructures sociales, à un revenu stable et aux services médicaux (y compris la contraception et l'avortement). Elles risquent également d'être victimes de la traite d'êtres humains.

Nous appelons les féministes du monde entier à soutenir notre lutte.

Nous exigeons:

- le droit à l'autodétermination, la protection de la vie et des libertés fondamentales et le droit à l'autodéfense (y compris armée) pour le peuple ukrainien – ainsi que pour les autres peuples – contre l'agression impérialiste.

- une paix juste, basée sur l'autodétermination du peuple ukrainien, tant dans les territoires contrôlés par l'Ukraine que dans ses territoires temporairement occupés, et prenant en compte les intérêts des travailleuses et travailleurs, des femmes, des personnes LGBTIQ+, des minorités ethniques et des autres groupes opprimés et discriminés.

- la justice internationale pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis pendant les guerres impérialistes menées par la Fédération de Russie et par d'autres pays.

- des garanties de sécurité effectives pour l'Ukraine et des mécanismes efficaces pour prévenir de nouvelles guerres, agressions, escalades de conflits dans la région et dans le monde.

- la liberté de mouvement, la protection, la

sécurité sociale pour tous les réfugié·es et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, quelle que soit leur origine.

- la protection et l'expansion des droits des travailleurs et des travailleuses, l'opposition à l'exploitation et à la surexploitation, la démocratisation des relations professionnelles.

- la priorité accordée à la sphère de la reproduction sociale (crèches, écoles, hôpitaux, aides sociales, etc.) dans la reconstruction de l'Ukraine après la guerre;

- l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine (et d'autres pays de la périphérie du système capitaliste mondial) pour la reconstruction d'après-guerre et la prévention de nouvelles politiques d'austérité;

- la protection contre les violences sexistes et la garantie de la mise en œuvre effective de la Convention d'Istanbul;

- le respect et l'extension des droits et des capacités des personnes LGBTIQ+, des minorités nationales, des personnes handicapées et des autres groupes discriminés.

- le renforcement des droits reproductifs des filles et des femmes, y compris les droits universels à l'éducation sexuelle, aux services médicaux, aux médicaments, à la contraception et à l'avortement.

- la visibilité et la reconnaissance du rôle actif des femmes dans la lutte anti-impérialiste.

- l'inclusion des femmes dans tous les processus sociaux et de prise de décision, en temps de guerre comme en temps de paix, sur un pied d'égalité avec les hommes.

Aujourd'hui, l'impérialisme russe menace l'existence de la société ukrainienne et affecte le monde entier. Notre lutte commune contre l'impérialisme exige des principes partagés et un soutien mondial. Nous appelons à la solidarité et à l'action féministes pour protéger les vies humaines ainsi que les droits, la justice sociale, la liberté et la sécurité.

Nous défendons le droit de résister.

Si la société ukrainienne dépose les armes, il n'y aura plus de société ukrainienne.

Si la Russie dépose les armes, la guerre prendra fin.

Pour soutenir ce manifeste, vous pouvez le signer ici:

<https://forms.gle/SvPJFpcWPJN7VP9v9>

* Par femmes, nous et elles entendons toutes celles qui se définissent comme telles, qu'elles aient été assignées ainsi à la naissance ou pas.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelesna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischtsche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Gustavo Petro, Francia Márquez et le «cabinet du changement».

Le 7 août, Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire récente de la Colombie, et Francia Márquez, première vice-présidente noire de Colombie, prêtent serment. Au cours de la cérémonie, le nouveau dirigeant rompt déjà avec des traditions de longue date. Un aperçu de ce qui pourrait suivre en Colombie.

Les gens se pressent sur la Plaza Bolívar à Bogotá, capitale de la Colombie. Au milieu de la foule, David Alexander Silva Barbosa. Le jeune homme de 34 ans attend depuis des heures et fixe avec fascination l'un des écrans géants qui retransmettront la cérémonie dans toute la ville. C'est la première fois qu'une cérémonie de prestation de serment d'un président attire plus de 100.000 spectateurs et spectatrices à Bogotá. Avec plus de 70 musicien·nes et artistes du pays, l'événement ressemble plutôt à un festival en plein air. On rit, on danse, la salsa, la cumbia et le vallenato résonnent, des sons qui symbolisent la Colombie multiculturelle. Ici et là, un soupçon de révolution se manifeste par des chansons ou des gestes symboliques.

Sur la Plaza Bolívar se trouve le bâtiment gouvernemental Casa de Nariño, devant lequel est montée une immense scène. La place représente également les manifestations au cours desquelles une partie considérable de la population colombienne a défilé il y a un peu plus d'un an, contre le gouvernement sortant, la violence policière et pour la justice sociale.

Mais en ce 7 août 2022, tout est différent. En effet, c'est aujourd'hui que Gustavo Petro prête serment et Francia Márquez en tant que première vice-présidente noire. Ensemble, iels forment le premier gouvernement de gauche de l'histoire récente de la Colombie. Pour Barbosa, il était très important d'être ici aujourd'hui. Bien formé, il fait partie d'une grande partie de la population colombienne qui en a eu assez d'un gouvernement qui promouvait la corruption et les violations des droits humains. Barbosa lui-même a fait l'expérience directe de ce que cela signifie de travailler pour ce gouvernement. En tant qu'auditeur financier, il a travaillé pendant plus de cinq ans pour le ministère de

l'Éducation. Mais entre-temps, il a quitté son poste en raison de tentatives de corruption et des menaces répétées.

Il suit la carrière politique de Petro depuis ses débuts, lorsque celui-ci s'est présenté à la mairie de Bogotá. Barbosa, qui a grandi dans des conditions modestes, dit : «C'est grâce à lui que j'ai décidé pour la première fois de ma vie d'exercer mon droit de vote». Déjà à l'époque, il pensait que Petro pouvait changer les choses. «Gustavo Petro représente l'avant et l'après de l'évolution politique du pays et surtout la manière dont elle est observée par le gouvernement», dit-il. Aujourd'hui, il espère que ce nouveau président apportera au pays le changement tant attendu.

L'épée de Bolívar

La cérémonie se déroule en présence de plusieurs présidents latino-américains. Parmi eux, Gabriel Boric du Chili, Guillermo Lasso d'Équateur, Mario Abdo Benítez du Paraguay, Luis Arce de Bolivie et Alberto Fernández d'Argentine. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador s'est fait représenter par son épouse Beatriz Gutiérrez et par le ministre mexicain des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard. Samantha Power, directrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), a fait le déplacement depuis les États-Unis. Le roi d'Espagne, Felipe VI, est également présent. Lorsqu'il monte sur scène, il est accueilli par les huées du public.

Barbosa fixe l'écran géant avec anxiété, tandis qu'après la prestation de serment de Petro, les mots de ce dernier retentissent dans les hauts-parleurs : «En tant que président, je demande à l'armée colombienne d'apporter l'épée de Bolívar». Des cris de joie éclatent.

L'épée symbolise l'indépendance de la Colombie et la souveraineté de l'Amérique latine. C'est Simón Bolívar qui a mené les guerres d'indépendance contre la domination coloniale espagnole au Venezuela, en Colombie, au Panama et en Équateur.

Mais aujourd'hui, l'épée symbolise également un autre événement historique. La guérilla urbaine Movimiento 19 de Abril (M-19), dont Petro était membre, l'avait volée dans les années 1980 et ne l'a remise au gouvernement colombien qu'après leur démobilisation. Le président sortant Iván Duque avait auparavant refusé, à la demande de Gustavo Petro, de lui remettre l'épée.

Le fait que Petro ait fait apporter l'épée peu après son investiture réjouit Barbosa. Il s'agit d'une démonstration de force : «Petro montre ainsi que les choses fonctionnent désormais différemment», dit-il. Lorsque le général apparaît sur la scène avec l'épée symbolique, les invité·es d'honneur se lèvent pour applaudir Petro. Seul le roi d'Espagne Felipe VI reste immobile, le visage pétrifié. En Espagne, cet acte va encore susciter la controverse.

Gustavo Petro rompt avec la tradition

Après les acclamations, Petro se fait passer l'écharpe présidentielle par María Jose Pizarro. Elle fait partie du Pacto Histórico, l'alliance de Petro, et est la fille du candidat à la présidence, Carlos Pizarro Leongómez, assassiné en 1990. Un acte significatif de la part du nouveau président, car selon le protocole, c'est le sénateur Roy Barreras, président du Sénat, qui aurait dû la lui passer.

Le passé de Gustavo Petro est régulièrement utilisé contre lui par l'opposition politique, notamment parce que le M-19 était responsable de l'attentat contre le palais de justice colombien à Bogotá, le 6 novembre 1985. Petro s'est cependant toujours prononcé contre la violence lorsqu'il faisait partie de la guérilla. L'appartenance de Petro au M-19 ne dérange pas Barbosa. «Pour moi, la rébellion d'une guérilla n'est pas un crime si elle poursuit un objectif politique qui s'oppose aux idées d'un mauvais gouvernement», dit-il.

Les gens comme Barbosa pensent que Petro et Márquez sont porteurs de paix. «Depuis l'élection du nouveau gouvernement, il y a une certaine atmosphère de renouveau dans l'air», dit-il. Le choix du cabinet, appelé «cabinet du changement» par les médias colombiens, montre la direction que Petro et Márquez semblent vouloir prendre. Plus de la moitié des postes ministériels sont occupés par des femmes. Environ 13 postes reviennent à des activistes de gauche. Mais des conservateurs occupent également des ministères tels que ceux de la Justice ou des Transports. Un peu plus de la moitié des ministres nommé·es ont déjà vécu ou travaillé en dehors de la Colombie.

Fouille préalable de tous les badauds

Barbosa veut maintenant aller chercher une bière, qui n'est disponible qu'à l'extérieur de l'enceinte fermée. La manifestation est désormais si avancée qu'une grande foule de visiteur·euses se dirige vers la sortie. En s'engageant dans la rue qui mène à la Plaza Bolívar, les gens ont dû se soumettre à une palpation. Dès le début de la matinée, d'innombrables badaud·es y faisaient la queue pour s'assurer les places offrant la meilleure vue. Une heure



Des supporters tiennent une peinture du président Gustavo Petro avec la vice-présidente Francia Márquez durant leur cérémonie d'investiture au square Bolívar, 7 août 2022

plus tard, le Colombien se trouve devant un kiosque. Il prend une gorgée de la canette jaune et raconte que s'il a de l'espoir dans le nouveau président, il ne lui fait pas aveuglément confiance. Ce qui l'a déçu avant l'inauguration, c'est que Petro ait rencontré l'ancien président Álvaro Uribe, son adversaire politique.

Álvaro Uribe fait l'objet d'une procédure judiciaire et devra répondre de corruption et d'implication dans des structures paramilitaires. Parallèlement, la justice spéciale pour la paix (*Justicia Especial para la Paz*, JEP) s'occupe de l'enquête sur le crime des *Falsos positivos* (faux positifs). Il s'agit d'enquêter sur l'assassinat de plus de 6400 civil·es qui, sous le mandat d'Uribe entre 2002 et 2008, ont été présent·es comme des guérill·er@s mort·es dans des combats armés. Aujourd'hui encore, les proches des victimes cherchent à obtenir justice. Silva Barbosa porte un jugement critique sur la rencontre entre Petro et Uribe: «*Elle doit être évaluée d'un point de vue neutre*», dit-il. Il estime que Petro a tenté par ce geste d'agir en accord avec ses idées, qui impliquent la notion de dialogue et de *paz total* (paix totale). «*Mais pour de nombreux Colombien·nes, cette rencontre est bien sûr une trahison de l'électorat ou le signe que Petro se met désormais à genoux devant l'homme responsable d'innombrables meurtres d'innocent·es*», déclare Silva Barbosa.

Petro veut la paix totale

Petro a toujours utilisé le terme de «paix totale» pour se démarquer des gouvernements précédents, qui se sont vantés publiquement de l'accord de paix entre la guérilla des Farc et le gouvernement (2016), mais qui, dans la pratique, n'ont jamais travaillé à une cohabitation pacifique. Comme Petro l'annoncera dans les prochains jours, il veut établir le dialogue, non seulement avec l'opposition, mais aussi avec les dissidents paramilitaires tels que le Clan del Golfo ou les groupes armés tels que les dissident·es des Farc ou la guérilla de l'ELN (Ejército de Liberación Nacional).

Le haut-commissaire colombien pour la Paix, Iván Rueda, se rendra à La Havane moins d'une semaine après l'investiture de Petro pour y rencontrer le ministre cubain des Affaires étrangères, Álvaro Leyva. Des membres de l'ELN basés à Cuba avaient déjà fait part de leur volonté de dialogue.

Gustavo Petro et Nicolás Maduro annonceront également qu'ils rétabliront les relations diplomatiques entre les pays voisins. Des projets de réouverture de la frontière avec le Venezuela seront également envisagés «*sérieusement*». Le trafic aérien entre les deux pays était interrompu depuis le mandat de Duque, bien que près de deux millions de Venezuelien·nes vivent en Colombie.

Ce qui est controversé en Colombie est salué par Barbosa. «*Si deux pays ont une frontière commune, qui est le plus touché par la rupture des relations?*» Selon lui, la décision de Petro reflète sa sensibilité pour les personnes vivant à la frontière. Selon Barbosa, la xénophobie à l'égard des Venezuelien·nes est le résultat d'une politique antérieure qui avait déclaré le pays voisin comme ennemi public.

Deux ministères pour la paix et l'égalité

La lutte contre la criminalité, principalement à la frontière, figure également sur la liste des

thèmes de Petro. Sa tâche est difficile, car le Venezuela abrite une grande partie des groupes armés. Mais c'est le nouveau département Paix, sécurité et coexistence qui doit s'en occuper. Le président du Sénat, Roy Barreras, et le ministre de la Défense, Iván Velásquez, se sont déjà penchés sur la question. La police colombienne devrait également faire partie de ce département. Un nouvel exemple de la volonté de Petro de faire du mot «paix» le surnom de son gouvernement.

Parallèlement, la vice-présidente Francia Márquez annoncera dans les prochains jours la création du «ministère de l'Égalité», qui entend regrouper toutes les tâches sociales de l'exécutif sous un même toit. Cette femme afro-colombienne a pu atteindre par ses messages de nombreuses voix non entendues. Elle est originaire de Suárez, dans le département du Cauca, un département représentatif de la discrimination systématique des communautés ethniques, en particulier des populations noires et indigènes.

Márquez incarne elle aussi le changement dont la Colombie a tant besoin. En tant que militante des droits humains et de l'environnement, Márquez a lutté depuis son adolescence pour plus de justice sociale, et en a été récompensée au niveau international. De par ses origines et son combat, elle incarne, aux côtés de Petro, le changement dont la Colombie a

tant besoin. En principe, les premiers jours du mandat du nouveau gouvernement montreront que l'agenda politique du parlement colombien s'est déjà déplacé vers le centre-gauche.

En raison du déficit économique, le nouveau paquet fiscal, qui a provoqué des manifestations dans tout le pays et sur lequel ses prédécesseurs ont lamentablement échoué, est à l'ordre du jour. La proposition de Petro prévoit de taxer les boissons sucrées et les aliments transformés. Le taux d'imposition doit être augmenté pour les retraites élevées, les travailleur·euses indépendant·es et les dividendes. Les recettes supplémentaires serviront à financer des programmes sociaux.

Dans la Carrera Séptima, la rue qui mène à la Plaza Bolívar, la situation s'est calmée, les visiteur·euses ont pu quitter le site sans incident et se regroupent en petites bandes autour de musicien·nes de rue ou mangent des hamburgers ou des empanadas. Barbosa est fatigué. Il n'a rien mangé de la journée à cause de l'excitation et prend le chemin du retour en direction de Chapinero. Le vent fait bouger le drapeau colombien que Barbosa avait jeté sur ses épaules pour la cérémonie. Il rit malicieusement et jette un coup d'œil en arrière, là où l'histoire colombienne s'est écrite aujourd'hui.

Samina Yasmin Stämpfli
journaliste

FRANCE / ANTICAPITALISME

Face à l'accaparement des communs, luttons pour préserver les terres et l'eau*

Le monde s'écroule, nous le constatons chaque jour un peu plus.

Pourtant, depuis plus de cinquante ans, avec René Dumont¹, les alertes se succèdent, pour «une politique écologique contre le capitalisme agressif».

Malgré les rapports du GIEC² de plus en plus alarmants, les gouvernements, qui pourtant se voient chaque année pendant les COP³, restent quasi inactifs, incapables de prendre la mesure de la catastrophe et de prendre les moyens d'y remédier.

Les responsables de cette catastrophe, les grands groupes multinationaux qui courent après toujours plus de profit, sont ceux qui ont besoin de toujours plus d'énergie, et sont de ce fait, toujours plus émetteurs de gaz à effet de serre. Ce sont eux qui bétonnent nos terres arables et s'accaparent l'eau pour faire vivre leurs industries mortifères (cimenteries, nucléaires, aciéries...) ainsi que tout le secteur de l'agro-industrie.

Ce sont ces «grands patrons et les élites modernisatrices des années 1970 qui appelaient déjà le peuple à se serrer la ceinture tout en encourageant le consumérisme débridé, ils promettaient des technologies propres pour le début du 21^e siècle, grâce aux progrès de l'efficacité et à l'innovation. C'est pourtant bien l'inverse qui s'est produit: les consommations n'ont cessé de croître et les modes de vie de devenir plus énergivores, sous notamment l'im-

pulsion des multinationales du pétrole et du gaz, aidées par les États modernisateurs.

Aujourd'hui, trois figures centrales du monde de l'industrie et de l'énergie (Total, EDF et Engie) nous invitent à économiser les ressources et proposent une 'sobriété d'exception' pour sauvegarder la 'cohésion sociale' et 'accompagner la transition durable'⁴.

Face à une telle indécence, les mouvements s'organisent pour braver ce capitalisme effréné.

Pour ne parler que des cinq dernières décennies, plusieurs victoires des mouvements démontrent que les citoyen·nes peuvent faire entendre leurs voix, celles de la raison. Cette voix devra désormais être présente sur tous les lieux des désastres pour stopper la machine infernale et construire les mondes possibles au bénéfice des êtres vivants, humains et non humains.

Une des résistances victorieuses les plus anciennes: le Larzac, mouvement de désoc-

béissance civile contre l'extension du camp militaire sur le Causse du Larzac. Une lutte qui a duré 10 ans, avec des rassemblements allant jusqu'à 100.000 personnes et quelques épisodes qui restent gravés dans la mémoire, comme les brebis transportées par les agriculteurs sur le Champ de Mars à Paris que les policiers essayaient vainement d'attraper. Cette lutte s'est soldée en 1981 par l'abandon du projet, une des rares promesses tenues du président Mitterrand nouvellement élu.

Il est à noter que l'armée, 1er propriétaire foncier de France, a l'empreinte carbone la plus importante de l'Etat. Son budget – 41 milliards pour 2022 – le 2e de l'État, est en augmentation constante⁵.

La décennie 2010 a vu une autre victoire fort emblématique: l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes⁶: apparu dès les années 1970 (avec comme corollaire la création d'une association d'exploitant-es opposé-es – ADECA), ce projet est relancé en 2000 par la ministre écologiste Dominique Voynet. L'ADECA est réactivée et, à ses côtés l'association citoyenne ACIPA est créée, la résistance s'organise: grève de la faim, chaîne humaine, brigade activiste de clowns... le projet continue son chemin. La résistance monte d'un cran, la zone (ZAD – Zone A Défendre) est occupée, construction de multiples cabanes. À l'automne 2012, sous la présidence de F. Hollande, la police les évacue, manu militari en octobre 2016, puis un référendum s'opposant à l'aéroport conduit à l'abandon définitif du projet en 2018.

Ces deux luttes emblématiques ont donné lieu à une reprise en main collective des terres hébergeant agriculture, artisanat, accueil et soutien de luttes d'ici et d'ailleurs.

Pendant cette même période, les collectifs Stop gaz de schiste, qui se sont dotés d'une coordination nationale, exigent l'annulation de tous les permis d'exploration accordés fin 2010. Face à la mobilisation importante des populations et des élus locaux, le président Sarkozy annule les 3 permis les plus emblématiques (Villeneuve de Berg, Montelimar, Nant), un territoire allant du nord de l'Ardèche jusqu'à l'Aude, avant les élections présidentielles de 2012. L'annulation définitive a été prononcée début 2016 après les différents recours juridiques engagés par les compagnies gazières.

La répression est toujours présente, violente et même meurtrière avec la mort d'un jeune militant lors d'une manifestation contre la construction d'un barrage à Sivens le 25 octobre 2014.

Ces luttes ont redonné espoir à de nombreux collectifs d'opposant-es aux Grands Projets Inutiles et Imposés, plusieurs centaines se sont mis en place un peu partout en France⁷: aéroports, fermes usines, barrages, entrepôts, centres commerciaux avec des victoires obtenues pour certains: abandon de plusieurs projets de plateformes Amazon (Fournès, Rouen, Montbert, Dambach, Pays Basque...), centre commercial Oxyane à Montpellier, le solarium jouxtant la piscine olympique à Aubervilliers... toutes ne sont pas recensées à ce jour.

Avec cette volonté de ne pas se laisser malmenier par des décisions et des projets destructeurs, les luttes territoriales se coordonnent.

C'est ce qui a donné naissance au mouvement Les Soulèvements de la Terre⁸ qui a pour objectif principal de mettre «toutes nos forces dans la bataille pour enrayer le désastre en



APPEL À REPRENDRE LES TERRES ET À BLOQUER LES INDUSTRIES QUI LES DÉVORENT

cours, et abattre le système économique dévorant qui l'engendre». Les luttes se soutiennent mutuellement avec des mobilisations importantes aux quatre coins de la France: contre les méga-bassines dans le marais poitevin, l'extension des carrières de sable, l'artificialisation de la montagne à La Clusaz et des terres à Pertuis, la reprise de terres aux Vaites à Besançon... Les militant-es se rencontrent 2 fois par an, lors des «interludes». Ainsi s'ébauche une résistance globale à partir d'actions concrètes à l'échelle locale, une analyse partagée des freins et éléments facilitateurs et surtout la conviction que, comme le dit Jérôme Baschet⁹, «nous pourrions être amené-es à constater que la propension de l'impossible à devenir possible s'accroît plus vite qu'on ne pouvait l'imaginer.»

Ce mouvement représente désormais une base d'appui à des moments souvent charnières, organisant aussi des actions directes d'envergure nationale contre les industries responsables du désastre en cours (Lafarge, Monsanto, ...).

À l'heure où l'écologie est dépolitisée par l'apologie des «petits gestes individuels», à l'heure où la question fondamentale des conditions de notre vie sur terre est occultée par une offensive xénophobe et réactionnaire brutale, l'émergence d'une force politique non institu-

tionnelle qui se donne les moyens d'agir sur certains champs clés du ravage capitaliste est d'autant plus précieuse¹⁰. De nouvelles dynamiques soeurs essaient, comme les Soulèvements de la Mer¹¹, Coalition des Jardins populaires¹² ou la journée d'actions coordonnées Retour sur Terres du 26 avril¹³. (...) Apprenons de nos expériences et ne restons pas sans voix face à la désolation sociale.

Jacqueline

* Article paru dans Episode Cévenol N° 27, Été 2022, <episodecevenol.noblogs.org>.

1. Voir article «René Dumont» sur <wikipedia.fr>.
2. Voir: «Nouveau rapport du Giec: quelles solutions face au réchauffement climatique?» sur <service-public.fr>.
3. «Conférence des parties» à la convention des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
4. Voir: «Sur les aimables leçons des petrocrates menaçant la cohésion du monde» sur <terrestres.org>.
5. Voir: «Budget de la défense: les étapes pour le porter à 2% du PIB» sur <vie-publique.fr>.
6. Voir: «Notre-Dame-des-Landes: l'histoire de 'la plus vieille lutte de France' en 6 actes» sur <lemonde.fr>.
7. <https://luttelocales.gogocarto.fr/map#/carte/@44.23,4.79,7z?cat=all>.
8. <lessoulevementsdelaterre.org>.
9. Voir: «Possibles du réel et réel des possibles» sur <terrestres.org>.
10. Voir: «Saison 3 – Les soulèvements de la terre enfoncent le clou! - Printemps Été 2022» sur <lessoulevementsdelaterre.org/blog>.
11. <soulevementsdelamer.noblogs.org>
12. Voir «Assises des jardins populaires en lutte, à Besançon (Doubs)» sur <reporterre.net>.
13. Voir «Retour sur terres le 26 avril: le détail des actions» sur <blogs.mediapart.fr/non-la-reintoxication-du-monde>.

HAUT-PARLEUR

Frontières de la honte

Depuis plus d'un an, la vie de personnes innocentes est mise en danger à la frontière entre la Pologne et le Bélarus. Les droits humains n'existent pas, les personnes piégées à la frontière sont forcées de la traverser sous la menace des fusils. Lorsqu'elles sont attrapées par les garde-frontières polonais, elles sont repoussées vers le Bélarus. C'est un ping-pong humain où personne ne se soucie de la vie humaine. Au mieux, les réfugié-es sont placé-es dans des camps sécurisés, dont certains sont surnommés le Guantánamo polonais. Actuellement, l'intérêt pour ce domaine du travail humanitaire est faible et votre soutien est plus que nécessaire! Avec la clôture construite à la frontière, les blessures des réfugié-es s'aggravent, coupures profondes, os fracturés... À cause des longues journées passées dans des chaussures mouillées, les gens commencent à souffrir des «pieds de tranchées». Cette affection est apparue pour la première fois pendant la Première Guerre mondiale, les soldats la contractaient en combattant dans le froid et l'humidité. Nous avons besoin d'un soutien financier pour que le carburant puisse atteindre la frontière, ainsi que des vêtements, de la nourriture, des bottes, des fournitures médicales, des batteries d'alimentation, des sacs de couchage, tout ce qui les aidera à survivre.

<https://liberapay.com/BorderofShame>
borderofshame(chez)riseup(point)net

Réformer Frontex?

Le 15 février dernier, au terme d'un an d'enquête, l'Office européen de Lutte Anti Fraude (OLAF) rendait son rapport sur l'agence Frontex et son implication dans les fameux pushbacks.

Ce rapport de 129 pages était resté secret jusqu'à présent. Heureusement, il a été transmis à une équipe de recherche constituée de journalistes de Lighthouse Report (Pays-bas), Le Monde (France) et Der Spiegel (Allemagne).

Il prouve d'une part l'implication de Frontex dans les violations massives des droits humains à l'encontre des migrant-es aux frontières extérieures de l'Europe, et d'autre part, le refus systématique de contrôle de la part de la direction de Frontex, que ce soit par ses propres organes ou par d'autres organes européens. Quiconque aurait besoin d'une preuve de la non réformabilité de cette agence, sachez que la Lettonne Aija Kalnaja, actuelle directrice de Frontex qui a succédé au Français Fabrice Leggeri après sa démission lorsque l'Olaf a recommandé l'ouverture contre lui d'une procédure disciplinaire, affirme ne pas avoir lu le rapport.

En ce qui concerne le contrôle interne, un seul exemple: la directrice de Frontex responsable du respect des droits fondamentaux, l'Espagnole Immaculada Arnaez, était surnommée «Pol Pot» par l'équipe de direction de Frontex autour de Leggeri. Cette même direction est citée dans le rapport en stipulant que les mécanismes de contrôle de l'UE pourraient remettre en cause la survie de l'agence¹.

Qui veut et peut encore croire sérieusement à la possibilité de réformer un tel monstre?

Le scandale dans le scandale

La Suisse est également membre de Frontex et délègue ainsi deux membres à son conseil d'administration. Madame et Monsieur Medea Meier et Marco Benz auraient

donc dû avoir connaissance du rapport et auraient dû informer le Conseil fédéral de son caractère explosif. Le public suisse aurait également dû être informé de son contenu, car il votait le 15 mai sur une augmentation massive de la participation financière et personnelle de la Suisse à Frontex.

Lorsque le membre du conseil d'administration Marco Benz a affirmé publiquement, pendant la campagne de votation en avril, que Frontex prenait la protection des droits fondamentaux très au sérieux, il avait déjà connaissance du contenu du rapport Olaf. Interrogé par le journal de Zürich la Woz², l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF), qui dépend du conseiller fédéral Ueli Maurer, confirme que les membres ont eu la possibilité de consulter le rapport sur place. «*La représentante suisse au conseil d'administration en a fait usage le 7 mars 2022 et a rendu compte par la suite*». Ce qui signifie qu'au moins le ministre des Finances Maurer et la ministre de la Justice Keller-Suter auraient également dû avoir connaissance des conclusions désastreuses de l'enquête à partir de cette date.

La participation du Conseil fédéral suisse à la dissimulation et au camouflage systématique des dysfonctionnements au sein de Frontex et à la tromperie de la population suisse avant la votation populaire du 15 mai 2022 est donc avérée.

Claude Braun
FCE Suisse

1. article du Monde du 29.7.2022
2. paru dans la Woz du 4.8.2022



Fresque de Banksy

USA - Cour suprême-ment antidémocratique

Ces derniers temps, les nouvelles des USA ont concerné plus particulièrement la Cour Suprême, à majorité républicaine, qui s'attaque un par un à des droits qui étaient pourtant considérés comme acquis. Trois voix, trois femmes pour raconter et analyser, chacune avec son éclairage personnel: <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7263>

La lutte contre la déforestation importée

Klervi Leguenic travaille pour l'association «Canopée - Forêts Vivantes». Elle est responsable pour les actions menées contre la destruction des forêts tropicales, et notamment contre la «déforestation importée», c'est-à-dire les importations de produits agricoles, soja ou huile de palme, qui occupent de plus en plus de surfaces entraînant une augmentation massive de la déforestation. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7351>>

Le handicap dans la modernité capitaliste

Benoît Bohy-Bunel, professeur de philosophie et théoricien critique, nous propose une présentation et discussion de ses travaux. Il présente ses idées sur le validisme et le darwinisme social. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7312>>

Avant le droit à l'avortement: la mémoire d'un gynécologue français

Michel Rami est gynécologue à la retraite. Mais il n'a pas perdu la mémoire et en cette année 2022 où la Cour suprême des USA annule la garantie fédérale du droit à l'avortement, il nous rappelle ce que fut la situation des femmes concernées en France, avant la loi Veil de 1976. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7296>>

Un point sur le Mali avec Alassane

Alassane Dicko est membre d'*Afrique-Europe interact*. Il est malien, et nous parle du conflit entre djihadistes et pouvoir malien central. Malgré tout, des projets positifs voient le jour: 200 ha dans la boucle du Niger, où 680 paysan-nes sans terre, vont s'atteler à faire produire cet espace en bio. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7276>>

Petite agriculture et sécurité alimentaire en Roumanie et en Ukraine

Les chiffres de la production alimentaire assurée par les fermes modestes sont impressionnants - plus de 90% des pommes de terre et des légumes, 80% du lait... Nous avons rencontré Ramona Dumnicioiu dans le bureau d'Ecoruralis (l'association de petits agriculteur/trices roumain-es) à Cluj. Dans la première partie, Ramona nous parle du rôle des petites fermes en Roumanie et ensuite elle évoque les efforts de solidarité de son association avec leurs collègues en Ukraine. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7234>>

... et beaucoup d'autres, sur <radiozinzine.org>